

## Recrutement d'un post-doctorant

Sur une durée de 8 mois de mai 2010 à décembre 2010 dans le cadre du Plan NanoInnov (financement ANR), volet « impact sociétal ». Laboratoire CERTOP UMR CNRS 5044.

Contexte de la recherche : « Contestations sur les nano-activités et rapports aux sphères de décision » La thématisation publique des risques techno-industriels traduit un questionnement fondamental, par l'opinion publique, de la légitimité des activités industrielles, que ces activités concernent les façons de produire (industries chimique et nucléaire) ou les produits (amiante, OGM, engrais ou, désormais, nano-produits). L'expression de politisation de la production traduit cette idée selon laquelle les risques techno-industriels sont devenus des enjeux, non plus seulement économiques, mais aussi politico-civiques. Cette politisation de la production se caractérise par des tensions nouvelles : entre le système et la sphère civique et au sein même de la sphère civique. Le développement des nano-activités (nanosciences, nanotechnologies, nano-productions) offre l'opportunité de réinterroger ces tensions. On peut en effet observer, à travers la démultiplication des demandes de moratoire (selon les associations : sur la recherche fondamentale, la recherche appliquée, sur les nanotechnologies, la recherche industrielle, les expérimentations hors laboratoires protégés, la commercialisation, la commercialisation des produits en contact avec la peau, ...), que les sphères du travail et de la citoyenneté se rejoignent alors qu'elles étaient en tension à propos de la légitimité des activités à risques industriels. Plus généralement, le thème des nano-activités se présente comme une bifurcation, voire une rupture dans les rapports de l'opinion publique à la sphère du système. Il implique, de ce fait, une réflexion approfondie sur les formes de démocratie participative à mettre en œuvre. Recherche effectuée par le post-doctorant

Dans la perspective décrite ci-dessus, la recherche effectuée par le post-doctorant sera plus spécifiquement centrée sur les rapports que la contestation civique (associative notamment) entretient avec la sphère d'Etat (élargie aux différentes Agences concernées par ce problème : AFSSET, AFSSAPS...) et la façon dont ces

rapports contribuent à définir les positions portées par ces différentes composantes étatiques.

Candidatures (CV par mail) à faire parvenir avant le : 28 février 2010.

Entretiens prévus dans la première quinzaine de mars 2010

Contact :

Marie-Gabrielle SURAUD CERTOP UMR CNRS 5044

[Marie-gabrielle.suraud@iut-tlse3.fr](mailto:Marie-gabrielle.suraud@iut-tlse3.fr)

06 14 19 28 61